

## Les limites de la population mondiale

Hervé Le Bras, *GoodPlanet.info*, 2011

Les sept milliards d'habitants seront peut-être l'un des derniers caps que franchira la population mondiale. Au sortir de la seconde guerre mondiale, la croissance démographique avait accéléré, passant de 1,6% par an entre 1945 et 1950 à 2% entre 1965 et 1970. En conséquence, la population avait littéralement explosé, terme popularisé à partir de 1960, passant de 2,2 milliards d'habitants en 1945 à 3,7 milliards en 1970. Puis progressivement, le taux de croissance a décliné.

Il est actuellement descendu à 1,1% par an. C'est encore un chiffre respectable qui, s'il se maintenait, conduirait à un doublement de la population en 60 ans, soit 14 milliards vers 2075. Ce chiffre qui peut paraître énorme avait été anticipé dès le 17<sup>ème</sup> siècle, indépendamment, par deux grands savants de l'époque, William Petty, fondateur de la statistique et de l'économie politique et Antonie van Leeuwenhoek, inventeur du microscope et premier observateur des spermatozoïdes. L'un comme l'autre estimaient que la terre serait pleine quand « *on compterait deux hommes par acre de terre cultivable* ». Ce point devait marquer la fin des temps, l'apocalypse. On peut rassurer Petty et Leeuwenhoek à titre posthume car la croissance semble devoir continuer à s'affaiblir en raison de la diminution rapide de la fécondité dans tous les grands pays du globe. La tendance actuelle hésite en effet entre la trajectoire moyenne et la trajectoire basse postulée dans les projections des Nations-Unies. Dans l'hypothèse moyenne, la stabilisation se produirait vers la fin du siècle à environ 11 milliards d'humains (9,3 milliards en 2050) mais dans la trajectoire basse, un maximum de 8 milliards serait atteint vers 2045 suivi par une lente décroissance. L'explosion démographique touche donc à sa fin. L'Unesco a d'ailleurs intitulé un colloque qu'elle a organisé en 2007 : *explosion ou implosion de la population ?*

Est-ce à dire que la question démographique est en passe d'être résolue et que le péril démographique sera bientôt derrière nous ? Non, pour deux raisons. D'abord, certains pays ont encore une croissance rapide qui semble avoir résisté à toutes les recettes appliquées dans le reste du monde pour faire baisser la fécondité. Même en prévoyant une baisse de fécondité comme le font les Nations Unies, la population de la République démocratique du Congo (ex Zaïre) passerait de 60 millions actuellement à 170 millions en 2050 (250 millions si la fécondité y demeurerait à son niveau présent de 6 enfants par femme en moyenne). Idem pour le Pakistan qui pourrait passer de 165 millions à 380 millions. Sachant que les grands pays ont maîtrisé ou presque maîtrisé leur fécondité en jouant sur plusieurs leviers qui sont l'accès gratuit aux moyens modernes de contraception, l'éducation des femmes, particulièrement l'éducation secondaire des jeunes filles, l'imposition de lois antifamiliales (l'enfant unique en Chine), on peut s'interroger sur la possibilité d'une baisse au Congo comme au Pakistan, deux pays où la faiblesse de l'Etat, la guerre civile larvée, le bas niveau d'éducation des femmes et la faiblesse de l'Etat freinent les méthodes qui ont réussi ailleurs.

La seconde cause d'inquiétude ne réside pas directement dans la démographie mais indirectement dans les conséquences du progrès du niveau de vie d'une grande partie de la population mondiale (les pays émergents). De plus en plus, les populations de ces pays et plus particulièrement leurs classes moyennes adoptent le comportement des habitants des pays développés, soit une importante consommation d'énergie et une alimentation riche en nourriture d'origine animale. Or ces deux types de comportements font courir à la planète des risques que ni Petty ni Leeuwenhoek ne pouvaient prévoir. La consommation d'énergie pousse à la hausse le prix des hydrocarbures, ce qui rend attrayant le recours à d'autres formes d'énergie. Certaines sont à encourager car elles n'affectent pas ou peu la planète, mais d'autres comme les biocarburants entrent en concurrence avec la subsistance des populations les plus pauvres. Les agriculteurs n'ont pas de raison d'avoir un comportement moral que le reste de la population ne montre pas. Ils vendront leur production végétale au plus offrant et l'orienteront dans cette direction (déjà maïs et soja remplacent le blé et l'orge car plus intéressants pour fabriquer de l'éthanol).

L'augmentation de la consommation de nourriture d'origine animale est tout aussi inquiétante car une partie croissante de la récolte mondiale de céréales est destinée à la nourriture des animaux domestiques (36% de la production mondiale de céréales en 1995, 57% aujourd'hui). Qu'importe, dira-t-on, puisqu'on mangera le blanc du poulet ou le bifteck du boeuf nourris par ces céréales. C'est oublier la loi d'airain des chaînes écologiques : en moyenne pour huit calories végétales fournies à un animal domestique, on ne récupère qu'une calorie sous forme d'œufs, laitages et viande. Or, la part de l'alimentation d'origine animale est particulièrement élevée dans certains pays (46% des calories consommées en France, 41% aux Etats-Unis). Les Brésiliens, les Chinois, les Indonésiens et même les Indiens malgré leur respect des animaux prennent la direction des Français et des Américains. La consommation de viande a été multipliée par 20 en Chine depuis 1980 et par 10 au Brésil au cours des vingt dernières années. Au nom d'aucun principe, on ne peut empêcher ces populations de jouir du même régime alimentaire que nous. Or, cela est hors d'atteinte. Si la terre entière se mettait au régime alimentaire des Français, on ne pourrait nourrir que 3 milliards d'habitants avec la production actuelle de céréales, moins de la moitié des 7 milliards qui se pointent à court terme. Est-ce à dire que nous devons devenir végétariens ? Non car la consommation de calories d'origine animale à l'échelle mondiale représente 17% de l'alimentation, ce qui n'est pas négligeable. Certains pays développés sont d'ailleurs au-dessous ou au voisinage de ce pourcentage, en particulier le Japon et Hong-Kong, les deux pays de la planète jouissant de la plus longue espérance de vie, par ailleurs.

Avec la consommation actuelle de nourriture, avec la surface actuellement emblavée (qui est à peu près constante depuis des décennies), avec une augmentation de la production dans des pays où les rendements sont très faibles (environ 10 quintaux à l'hectare pour l'Afrique entière alors que la France ou l'Allemagne sont aux alentours de 80 quintaux), le saut des 7 milliards aux 8 ou 9 milliards de 2050 serait possible. Avec l'augmentation de la consommation de nourriture animale et de la production de biocarburants, c'est pratiquement impossible sans même compter les dégâts collatéraux causés par ces deux phénomènes.